



La crainte d'un krach financier mondial plane sur l'Europe

Par [Stefan Steinberg](#)

Thème: [Économie](#)

Mondialisation.ca, 25 septembre 2008

[WSWS](#) 25 septembre 2008

L'élite dirigeante européenne est sous le choc et considère avec incrédulité ce qu'elle craint être la plus sérieuse crise du capitalisme mondial depuis le krach de Wall Street en 1929.

La Banque centrale européenne (BCE) a réagi à la faillite de la banque d'affaires américaine, Lehman Brothers, en injectant des liquidités massives afin de soutenir les marchés boursiers européens. Lundi, la BCE avait procédé à des appels d'offre rapides pour injecter 30 milliards d'euros dans les marchés monétaires en déclarant dans un communiqué qu'elle était « prête à contribuer à des conditions ordonnées sur le marché monétaire en euros. »

La démarche de la BCE fut suivie de celle de la Banque nationale suisse (BNS) qui a également fourni des liquidités supplémentaires alors que les marchés boursiers d'Europe et d'Asie poursuivaient leur plongée.

Anticipant une baisse brutale des cours de la Bourse anglaise, la Banque d'Angleterre est intervenue lundi à hauteur de 5 milliards de livres (6,3 milliards d'euros) pour apaiser les marchés.

Le ministère allemand des Finances, la Bundesbank (banque centrale allemande) et la Bafin (autorité allemande des marchés financiers) ont tous tenté de restaurer le calme sur les marchés allemands en publiant un communiqué conjoint disant que l'exposition des banques allemandes à Lehman serait gérable.

Ni les efforts entrepris par les banquiers des banques centrales européennes pour rassurer les esprits ni les injections massives de liquidités n'ont réussi à apaiser les craintes des marchés. Lundi, l'indice des valeurs européennes FTSE Eurofirst 300 britannique a chuté de 5 pour cent alors que le Dax allemand est tombé de 4,7 pour cent, pour atteindre son plus bas niveau depuis deux ans. Les valeurs bancaires ont été le plus durement touchées.

Lundi, après les pertes considérables sur les marchés boursiers et la crainte de l'effondrement du plus grand assureur américain, l'American International Group (AIG), les banques européennes intervenaient une fois de plus mardi, la BCE injectant 70 milliards d'euros supplémentaires et la Banque d'Angleterre 20 milliards de livres (25,1 milliards d'euros) de plus.

Une fois de plus, les injections massives de liquidités ne sont pas parvenues à stabiliser les marchés. Mardi, le FTSE 100 de Londres a plongé en dessous de 5.000 points pour la première fois depuis sept ans. Les valeurs allemandes ont poursuivi leur chute. L'indice Dax

30 [indice de référence des valeurs des trente blue chips allemandes] a baissé de 98,99 points à 5965,17, soit un recul de 1,63 pour cent. Le principal indice français, le CAC a enregistré lundi une forte baisse de 3,78 pour cent et mardi de 1,96 pour cent.

Contrairement aux déclarations officielles faites en Allemagne, l'ampleur totale de l'implication des principales banques européennes dans Lehman Brothers est énorme.

Mardi, par exemple, il a été rapporté que la banque publique allemande Kreditanstalt für Wiederaufbau (Banque pour la reconstruction, KfW) avait transféré par erreur 300 millions d'euros à Lehman Brothers le jour même où la banque américaine déposait son bilan, tandis que l'établissement bancaire helvétique UBS annonçait qu'il s'attendait à des pertes identiques d'au moins 300 millions d'euros en raison de son implication avec Lehman Brothers. UBS, le numéro 1 de la gestion de fortune, avait déjà été dû rayer 37 milliards de dollars d'actifs liés à la crise du crédit hypothécaire des subprimes américains.

Selon le journal économique allemande *Handelsblatt* il est possible que la totalité du fonds d'urgence mis sur pied par un consortium de banques allemandes pour s'assurer contre les crises soit absorbée par l'effondrement de Lehman. Le Fonds de garantie de dépôt de la fédération des banques allemandes (BdB) est évalué à 4,6 milliards de dollars, une somme qui sera entièrement engloutie pour éponger 6 milliards d'euros de dettes des filiales de Lehman en Allemagne. Les pertes de 6 milliards d'euros provenant de l'effondrement de Lehman représentent la plus grosse perte de l'histoire de la finance allemande.

La Grande-Bretagne est encore plus exposée à la crise financière américaine. Après l'effondrement de la banque Northern Rock en début d'année, le premier établissement de crédit immobilier de Grande-Bretagne, la Halifax Bank of Scotland (HBOS) se trouve également au bord de la faillite. Ses actions en bourse ont dégringolé mardi de 40 pour cent et il semblerait qu'elle puisse être rachetée par Lloyds TSB.

D'autres importantes banques européennes pourraient être entraînées dans le tourbillon financier dans des conditions où entre avril et juin l'ensemble des économies de l'Union européenne avait déjà rétréci de 0,2 pour cent. La Grande-Bretagne et l'Espagne qui avaient aussi été durement touchées par une grave crise immobilière connaîtraient déjà la récession. Selon l'Institut économique de Kiel, la première économie d'Europe, l'Allemagne, sera également affectée par la récession cette année.

Face à la montée de l'inflation de par l'Europe, et dont les taux dépassent 4 pour cent dans de nombreux pays, les analystes économiques redoutent déjà la stagflation au sein de l'Union européenne.

Les politiciens français et allemands ont lancé des platitudes euphorisantes à la ronde en déclarant que les données fondamentales des économies et du système bancaire européens étaient saines et en meilleur état que les données américaines. Mais les analystes ont émis des avertissements sombres indiquant tout le contraire en soulignant qu'il n'est pas possible que l'Europe ne soit pas touchée par l'effondrement continu des institutions financières américaines.

En signalant les implications d'une menace de faillite imminente de l'assureur AIG, le *New York Times* a relevé que les banques européennes possédaient trois quarts des 441 milliards de dollars d'actifs de l'AIG liés aux crédits immobiliers à risque assurés et détenus par un consortium de banques. Ces titres exposent les institutions financières européennes à

d'énormes risques en cas de défaillance de l'AIG.

Dans son article, paru lundi dans le quotidien *Frankfurter Rundschau*, Jan Pieter Krahen parlait du « grand danger d'une onde de choc » qui pourrait ensevelir les banques allemandes et européennes au cas où en Allemagne la confiance placée dans le genre de contrat assurant le risque de crédit (credit default swaps, CDS) préconisé par Lehman Brothers et AIG serait ébranlé. Mercredi, le journal *Süddeutsche Zeitung* intitulait son interview avec un expert financier, « Le pire est à venir. »

Un certain nombre de commentaires quasi apocalyptiques sont parus dans la presse britannique, disant que la crise actuelle est au moins comparable à l'effondrement financier de 1929.

Larry Elliot, le rédacteur en chef des pages économie du *Guardian* a intitulé son papier « Cette semaine, le krach est nucléaire et la Grande-Bretagne va ressentir les pires retombées. » Il a écrit : « Il est clair que les événements du week-end rendent bien plus probable une récession prolongée et profonde. Oublions tout ce qui a été dit d'un atterrissage en douceur ou d'une récession si forte et courte qu'on la remarquerait à peine. Comme les choses se présentent actuellement, la question est de savoir à présent s'il s'agit d'un effondrement total du système financier avec les institutions s'écroulant comme un jeu de quilles ou si un resserrement rigoureux du crédit sur une période prolongée entraînera une baisse des prix immobiliers, une chute des dépenses à la consommation, de plus faibles investissements et une hausse du chômage. »

« Il ne fait aucun doute qu'il s'agit du choc financier le plus grave depuis 1929, » poursuivit-il.

Dans un article paru dans le journal de droite *Daily Mail*, Alex Brummer rappelle que les premiers signes de gonflement de la crise internationale remontaient aux problèmes qu'a connus une banque européenne.

« La crise du crédit a débuté », écrit-il, « le 9 août de l'année dernière après que l'une des premières banques privées françaises, BNP Paribas, ait annoncé la suspension du calcul des valeurs liquidatives de deux de ses fonds d'investissement parce qu'ils contenaient des titres toxiques. »

Il poursuit en se référant à « des dizaines sinon des centaines de milliards de pertes sur des titres basés sur des produits dérivés liés aux subprimes » pour conclure, « Ce n'est que maintenant que la taille véritable du trou noir est reconnue chez Lehman, Merrill Lynch, AIG et ailleurs. Chez Lehman par exemple, le chiffre des dépréciations a plus que doublé en passant de 17 milliards de livres sterling à 44 milliards de livres sterling en l'espace de la seule semaine passée. »

L'éditorial du journal *Mail* précise, « Des décennies durant, nous avons adoré l'idole or. Les premiers ministres et les présidents se sont agenouillés devant ses gardiens. Les monarques de l'argent, les courtiers de la richesse, les prétendues sources de la sagesse ont tenu en bride l'Europe et les Etats-Unis, rabaissant tous ceux qu'ils croisaient sur leur chemin... Aujourd'hui, nous nous réveillons pour découvrir que pareils à de nombreux magiciens d'Oz, ces personnalités pleines d'assurance sont en réalité de vieux hommes insensés, parfois aussi des jeunes, marmonnant en coulisse des incantations vides de sens, »

« Une façon de voir le capitalisme est à présent discréditée », conclut-il.

Willem Buiter, professeur d'économie politique européenne à la London School of Economics a fait la déclaration la plus claire sur les implications de l'effondrement financier aux Etats-Unis.

Dans le *Financial Times*, Buiter a dit en parlant des 85 milliards de dollars de renflouement de l'AIG par le gouvernement américain, « Le plus grand supermarché d'assurance du monde, dont le bilan dépasse mille milliards de dollars, a été nationalisé parce qu'on le suspectait d'être trop gros et trop interconnecté mondialement pour faire faillite ! »

Il a poursuivi en précisant, « Derrière cette décision extraordinaire se cachait le fait que l'échec de l'AIG aurait accru les risques, réels et supposés, des contreparties de par le système financier des Etats-Unis et du reste du monde, au point qu'aucun établissement financier n'aurait voulu accorder un crédit à un quelconque autre établissement financier. Les crédits aux ménages et aux entreprises non financières auraient été le domino suivant à tomber, et voilà ! Un Armageddon financier parfait. »

Article original, WSWS, paru le 18 septembre 2008.

Copyright WSWS.

La source originale de cet article est [WSWS](#)
Copyright © [Stefan Steinberg](#), [WSWS](#), 2008

Articles Par : [Stefan Steinberg](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca